



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

27 oct. 2025

N° 332

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

LES OUVRIERS DE CODEVI MONTRENT LA VOIE À LEURS CAMARADES DE CLASSE



Grève, manifestations, sit-in. Selon les chiffres publiés dans la presse, environ 18.000 travailleurs du parc CODEVI, Compagnie de Développement Industrielle située dans le Nord'Est dans la ville de Ounaminthe, étaient entrés en grève pendant la semaine du 6 octobre 2025 pour protester contre la volonté du gouvernement d'adopter de nouvelles taxes contre les travailleurs de la sous-traitance. Pour l'instant, ces taxes et prélèvements obligatoires pour l'ONA, Office Assurance Vieillesse et OFATMA, et pour l'Office d'Assurance Accidents du Travail, Maladie et Maternité vont jusqu'à 20% de leur salaire. Les grévistes réclamaient également un ajustement de leur salaire bloqué depuis 2022 et de meilleures conditions de travail.

Dans leurs slogans, les travailleurs ont dénoncé l'indécence des potentats du gouvernement qui, tout en faisant la course aux richesses en siphonnant les caisses de l'État, en participant à toute forme de corruption, n'ont pas hésité à augmenter les taxes sur des travailleurs dont la valeur réelle de leur salaire journalier fluctue autour d'un dollar. Rejoints par des membres de la population pauvre dans leur mouvement, les travailleurs ont réclamé un ajustement de salaire à 2500 gourdes par jour, la baisse des prix de produits de première nécessité etc.

Devant cette colère tous azimuts et par crainte de voir plus de membres de la population pauvre s'associer à ce mouvement, le gouvernement s'était dépêché de sortir un communiqué pour ajourner ces mesures. Mais deux jours après le recul du gouvernement, les travailleurs n'avaient pas repris le travail pour mettre la pression sur les patrons qui pourraient faire semblant d'ignorer la position des autorités et continuer à prélever à la source ces taxes et obligations.

Les ouvriers de CODEVI avaient raison de se battre pour leur gagne-pain. Cette révolte devait se propager dans la capitale particulièrement sur la route de l'aéroport au parc

Industriel SONAPI mais aussi dans tout le pays où les travailleurs gagnent péniblement 500 gourdes comme salaire journalier dans les stations de services, dans les magasins, les entrepôts etc. Continuer à payer le même salaire minimum en vigueur depuis 3 ans constitue un crime vu l'inflation qui bat des records.

Aux souffrances des travailleurs, à leurs revendications, le patronat et le gouvernement opposent toujours le cynisme, le mépris et souvent la répression. La grève, les manifestations sont les moyens qui sont à leur disposition pour se faire entendre et faire reculer ces parasites.

Il en est de même pour le reste de la population pauvre qui depuis 6 ans, en plus de l'exploitation des classes dominantes, supportent les exactions criminelles des bandes armées dont les chefs sont devenus des millionnaires par le racket, le vol, les trafics de toutes sortes en très peu de temps. La révolte générale des masses exploitées représente leur seule voie de salut.

Que ces grèves sectorielles, que les actes de bravoure et de résistance de la population dans l'Artibonite assiégée par les gangs, que la résistance des paysans de Kenscoff servent d'entraînement et de prélude aux luttes globales et conscientes de toutes les masses exploitées pour leur libération totale, capitale à l'échelle de tout le pays.■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ **Page 1**
- Les ouvriers de CODEVI montrent la voie à leurs camarades de classe

Leur Société

- ⇒ **Page 2**
- Le cynisme des puissances impérialistes
 - Appuyées par la population, les brigades d'auto-défense de Désarmes ont stoppé la progression des gangs
 - Dans l'Artibonite : les bandits armés prennent le large
- ⇒ **Page 3**
- Le juteux pactole engrangé par les gangs sur les points de péage
 - La détresse d'une mère de famille dans la commune de la Croix-des-Bouquets
 - Tabarre : d'un grenier productif à une porcherie
 - Loi Hope : L'affollement du secteur des affaires

Dans les entreprises

- ⇒ **Page 4**
- PAWÒL TRAVAYÈ: Ouvriye CODEVI yo montre nou wout la

Dans l'international

- ⇒ **Page 4**
- Israël-Gaza : un cessez-le-feu meurtrier

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

LE CYNISME DES PUISSANCES IMPÉRIALISTES

Le mandat de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MMSS) conduite par le Kenya n’a pas été renouvelé. Présente dans le pays depuis 18 mois, elle s’est retirée sans gloire et dans l’indignité. Mais pour couper court à toute initiative indépendante venant des masses populaires contre la violence des gangs, contre le système d’exploitation et entretenir leur passivité, les ambassades occidentales n’ont pas mis de temps à leur assener de nouvelles doses de promesses sans lendemain. Elles promettent en lieu et place de la MMSS l’arrivée de la Force de Suppression des Gangs, (FSG).

En Haïti, c’est un chargé d’affaire à l’ambassade des USA qui est à la baguette. Il explique que cette fois-ci sera la bonne. La FSG va disposer, dit-il, des moyens efficaces pour éradiquer les chefs de gangs. Il a demandé à la population de venir dénoncer les gangs sur un site internet qu’il venait de créer. 5 millions de dollars seraient proposés par le gouvernement américain pour récompenser toute personne ayant donné des informations pour capturer les chefs de gangs.

Mais tout ce bruit de « sapate », ce tintamarre, est diversement interprété sur le terrain. La dernière réunion du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la proposition conjointe du Panama et des USA était très suivie. Beaucoup de personnes craignaient un veto de la Chine ou de la Russie. L’annonce de l’adoption de la

résolution a été accueillie avec un certain soulagement teinté de l’indifférence des masses populaires.

Mais les gangs interprètent ce verbiage comme un appel à plus se mobiliser, à conquérir plus de territoires, à intensifier leur terreur contre la population. Les témoignages des habitants des quartiers où les malfrats ont leurs bases vont dans ce sens-là. Les criminels ont procédé depuis à un réaménagement de leurs dispositifs de guerre en érigeant des murs épais pour se barricader, en coupant les routes, en recrutant plus de soldats.

Au centre-ville, après une accalmie, les gangs ont repris leur marche en avant avec les attaques des quartiers de Turgeau, de Delmas, de Kenscoff. Pareil dans le Plateau Central où les gangs conquièrent de nouveaux territoires à coup de massacres, d’incendies et d’autres exactions barbares. Dans cette nouvelle

avancée avec les attaques des villes importantes comme Saint-Marc, L’Estere, Pont Sondé, Montrouis, tout le département de l’Artibonite est presque sous la férule des bandes armées.

Pendant que les cris de désespoir de la population viennent d’un peu partout, les rares interventions de la Police sont comme un coup d’épée dans l’eau. Si quelques brigades d’auto-défense soutenues par la population héroïquement tiennent tête aux assaillants, leurs moyens sont limités face à l’armada offensive des groupes criminels.

Les classes dominantes et leurs soutiens impérialistes se moquent royalement de la vie et de la sécurité des masses populaires. À la classe ouvrière, aux paysans pauvres, aux djoobeurs, aux petits marchands, aux jeunes, à celles et ceux qui se revendiquent du camp des exploités de sonner le temps de la révolte ! ■

APPUYÉES PAR LA POPULATION, LES BRIGADES D'AUTO-DÉFENSE DE DÉSARMES ONT STOPPÉ LA PROGRESSION DES GANGS

Dans la nuit du 18 au 19 octobre, des bandits lourdement armés du gang de Jeff “Gwo Lwa”, basé à Canaan, ont lancé une nouvelle attaque contre la commune de Verrettes, dans l’Artibonite. Leur objectif : s’emparer de la section communale Désarmes, un point stratégique qui leur permettrait de contrôler tout le Bas-Artibonite.

Mais cette fois encore, les brigades d’auto-défense avec la participation de la population ont opposé aux gangs une résistance farouche. Pris de court, les assaillants ont été presque tous neutralisés — plus d’une vingtaine abattus, selon des habitants, puis enterrés dans une fosse commune. La victoire a coûté cher : une dizaine de riverains sont également tombés sur le champ de bataille.

Les brigades de Désarmes n’en sont pas à leur premier affrontement. En quatre mois de combats, elles ont déjà repoussé à plusieurs reprises les offensives du gang de Jeff Gwo Lwa, contraint de battre en retraite et d’abandonner des localités voisines comme Martineau, Morne Jijem Byen et

Morne Madan Planten.

Les habitants, organisés en équipes de veille, montent la garde jour et nuit. Les 16 et 17 octobre, sentant venir l’assaut, ils avaient manifesté machettes en main, jurant de défendre leur territoire. Promesse tenue le lendemain. La victoire a été vécue comme un moment de fierté collective : « Nous pouvons enfin respirer », ont-ils déclaré. Mais les habitants doivent redoubler de vigilance et de combativité car les tentatives de représailles sont inévitables.

Depuis des années, l’Artibonite est, après l’Ouest, le département le plus ravagé par les gangs Kokorat San Ras, Gran Grif et, plus récemment, la coalition Viv Ansanm qui

les a rejoints. Les communes de Liancourt, Verrettes, Marchand-Dessalines, Petite-Rivière, La Chapelle, L’Estère, etc. sont en grande partie abandonnées à la terreur des bandes armées. Des commissariats incendiés, d’autres abandonnés avant même les attaques des bandits. Dans ce désert d’État, les habitants inventent eux-mêmes des formes de résistance variant d’un endroit à un autre.

Mais ces petites victoires locales, quoiqu’encore isolées et fragiles, redonnent peu à peu confiance aux masses. Elles prouvent que la population n’est pas condamnée à subir : elle peut, par sa propre organisation, faire changer le camp de la peur jusqu’à se faire craindre et se libérer elle-même de la terreur des gangs. ■

DANS L'ARTIBONITE : LES BANDITS ARMÉS PRENNENT LE LARGE

Les bandits armés des groupes de «Grangrif » et « Kokorat San Ras » rassemblés sous le label de «Viv Ansanm » ont installé un climat de terreur dans le département de l’Artibonite plus précisément dans le bas Artibonite. Ils ont massacré, saccagé, ravagé et mis le feu aux maisons et aux plantations de riz des paysans. C’est tout le département qui est dans le viseur de ces criminels

Les habitants de ces communes et sections communales de l’Artibonite continuent de subir les foudres des bandes criminelles. Lourdement armés avec des armes de guerre, ils avancent, occupent de nouveaux territoires et assurent leurs nouvelles conquêtes au prix du sang. Ils ont massacré et forcé les riverains à quitter des lieux où ils ont vécu toute leur vie.

Après avoir chassé les habitants, ils ont mis le feu à leurs maisons, ravagé leurs plantations et les rizières se trouvant dans les communes de l’Estère, Pont-Sondé, Liancourt, etc. des communes très connues pour cette activité agricole.

Pendant ce mois d’octobre, à

Kapenyen et Hatte Chevaux, deux localités situées respectivement à l’ouest et à l’est de la commune l’Estere, les bandits de « Kokorat San Ras » ont tué plusieurs paysans, dont 4 membres d’une même famille. Ils ont incendié leurs maisons et brûlé plusieurs hectares de jardins de riz prêts à être récoltés. Ceux de «Grangrif » tentent de prolonger pour conquérir la ville de Saint-Marc.

La route nationale #1 qui traverse le département liant ces régions à celles du nord était bloquée pendant plusieurs jours. Ces attaques ont perturbé le transport isolant la capitale des autres villes de province comme le Cap-Haïtien, Gonaïves, Fort-Liberté et Ouanaminthe que relie cette route.

Des groupes d’autodéfense constitués au niveau du bas Artibonite ont beau solliciter de l’aide auprès du gouvernement pour contrecarrer les assassins, ces appels restent lettre morte. Les rares fois où la police intervient, sa puissance de feu est toujours en dessous de celle des bandits. Les quelques résultats obtenus contre la fureur de ces malfrats sont à attribuer à l’implication de la population.

Pour être efficace, la bataille pour bloquer les bandits armés doit se donner pour tâche d’intégrer la participation de toute la population. Elle doit être consciente, s’inscrire dans la durée et organisée sous le contrôle de la population. ■

LE JUTEUX PACTOLE ENGRANGÉ PAR LES GANGS SUR LES POINTS DE PÉAGE

Il est difficile voire inimaginable de déchiffrer les mille initiatives et rackets mis en place par les gangs pour dépouiller la population.

Il y a deux ans, la commune de Port-au-Prince était complètement coupée du reste du pays par les gangs. D’un quartier à un autre, le transport en commun était absent. Mais chemin faisant, les malfrats ont compris qu’en aménageant quelques circuits entre les communes, ils pouvaient engranger des millions par la mise en place des points de péage.

On ne peut pas hiérarchiser l’importance des rentrées d’argent des gangs dans chaque secteur. Mais en plus de l’argent des kidnappings, de celui pour le fonctionnement des entreprises, du trafic des

stupéfiants, des recettes dans les marchés publics, celui réalisé sur les points de péage leur rapporte beaucoup.

Lundi 20 octobre, les chauffeurs du trajet centre-ville de Port-au-Prince ont fait grève pour protester contre le doublement des prix sur les points de péage. Sur ce trajet de 9 kms, les chauffeurs doivent mettre la main à la poche au niveau de 6 points de péage. Le prix du circuit est passé de 50 gourdes à 125 gourdes actuellement.

Pour ce qui est du trajet de la capitale vers la deuxième ville du pays, Cap-Haïtien, un passager devait déboursier auparavant 1500 gourdes, il est réévalué maintenant à 6000 gourdes. Un prix à la hausse en fonction de la multiplication des points de péages dûs à la multiplication des gangs.

Le prix d’un trajet pour se rendre en République dominicaine en bus est passé de 80 à 400 US dollars, aller-retour.

Ces prix n’incluent pas l’argent payé pour les valises, les provisions alimentaires, les produits agricoles des paysans ou des commerçants. En l’absence de balance, ils se servent de leurs yeux pour apprécier les kilos et faire payer en conséquence.

On est en train d’assister à un véritable hold-up réalisé sur le dos de la population pauvre au profit de quelques chefs de gang et de leurs proches. Ce sont les classes populaires qui payent les pots cassés puisque les chauffeurs, les actionnaires des compagnies de bus répercutent sur elles l’argent payé aux gangs.■

LA DÉTRESSE D’UNE MÈRE DE FAMILLE DANS LA COMMUNE DE LA CROIX-DES-BOUQUETS

Accusé d’être un homosexuel par les gangs criminels qui dirigent la zone depuis belle lurette, son fils de 19 ans admis en Philo risque la mort s’il ne donne pas un certificat attestant qu’il n’est pas homosexuel . La maman a fait le tour des

cabinets médicaux de l’aire métropolitaine pour trouver ce précieux sésame, sans succès. Invitée à porter plainte dans un des rares commissariats de police en fonction, elle refuse, arguant que les policiers sont comme les bandits. Les organisations de défense des droits de l’homme

ne lui ont pas été d’un grand secours. Finalement, elle a pris la décision de fuir la zone en allant dans un camp de déplacés pour sauver son fils...■

TABARRE : D’UN GRENIER PRODUCTIF À UNE PORCHERIE

Située dans le département de l’Ouest à 9 km de la sortie nord de Port-au-Prince, la commune de Tabarre a une superficie de 24, 44 km2. Autrefois, c’était une vaste zone agricole qui produisait entre autres de la canne à sucre, de la figue banane, de la patate douce, du manioc, du calalou, de la betterave, des fruits et légumes, etc. Avec le problème de sous-alimentation chronique de la population, cette zone aurait dû toujours garder sa vocation agricole. Mais avec l’arrivée des prédateurs, des aventuriers sans vergogne toujours à la recherche de gains au détriment de la collectivité, Tabarre périlite avec une urbanisation sauvage, pour devenir aujourd’hui un enfer à l’image d’autres communes du pays complètement en perdition.

Un dernier recensement de 2010 chiffrait la population de Tabarre à 150.000 habitants. 15 ans après, suite à la migration de la population à cause de l’insécurité, du tremblement de terre, etc., ce chiffre a

doublé voire triplé.

Avec un fort potentiel de développement d’activités économiques, les élites économiques rivalisaient pour implanter leurs entreprises dans la zone. A elle seule, la petite commune de Tabarre compte maintenant 4 hôpitaux, un campus universitaire, une grande faculté, l’École de l’administration financière, l’Ambassade américaine entre autres, des entreprises commerciales et industrielles, des concessionnaires de voitures, des hôtels. Le tout dans un environnement infect et exécrable. Les capitalistes présents se contentent d’extorquer leur plus-value dans la boue et le sang.

Mais le symbole du dépérissement de la commune et de la misère extrême des masses exploitées est constitué par la présence de vastes marchés publics dans des grands carrefours ou ronds-points reliant les différents quartiers de la commune tels : Gérald Bataille, Fleuriot, carrefour de la Croix-des-Missions pour ne citer que ceux-là. On y trouve des milliers de mères et pères, des jeunes, fauchés

par la société capitaliste, qui grouillent au milieu des torrents de boue, des tonnes de détritus puants, d’une poussière épaisse et harassante, à la recherche de quoi vivre et de quoi faire vivre leurs familles. Leurs activités d’échanges des produits capitalistes ne leur apportent pas grand-chose.

Que dire de l’État? Il est quasiment absent pour servir la population. Mais omniprésent pour la racketter. Les routes sont en mauvais état, les canaux ne sont pas curés, les déchets ne sont pas ramassés, en un mot la commune de Tabarre ressemble à une porcherie.

Cette bande de racailles qui constitue l’État n’a aucun intérêt à satisfaire les besoins de la population. De ce fait, elle perd toute légitimité d’être au contrôle politique et économique de la société. Mais elle ne partira pas par elle-même. Aux masses exploitées de préparer l’alternative par leurs luttes qui peuvent commencer par celles de les contraindre à faire le travail pour lequel ils sont à ces postes.■

LOI HOPE : L’AFFOLLEMENT DU SECTEUR DES AFFAIRES

Les patrons et le gouvernement à leur botte gardent encore un mince espoir de faire adopter par le Congrès américain le renouvellement de la loi Hope. Selon un média en ligne, le ministre du commerce et de l’industrie aurait déclaré au micro d’une journaliste que la Présidence américaine avait informé le Congrès américain de son accord pour ce renouvellement.

La loi Hope est le nom que prend un programme commercial d’exemption douanière, de tarif préférentiel et autres avantages offerts par les États-Unis aux capitalistes basés en Haïti produisant pour le marché américain. À côté du bas salaire, cette loi avait incité les capitalistes de tous horizons à s’établir en Haïti de 2008 à 2022.

Depuis 2021, les patrons se sont lancés dans une vaste campagne de lobbying auprès des dirigeants américains et du Congrès pour obtenir un énième renouvellement de cette loi. Cette campagne prend de plus en plus un caractère désespéré au fur et à mesure que se rapproche l’échéance de l’expiration effective de la loi Hope.

Si les patrons encensent cette loi, c’est principalement pour deux raisons. La première, elle profite à l’industrie textile américaine qui bénéficie d’une production à très faible coût en la reléguant à des sous-traitants coréens, haïtiens ou dominicains ; la deuxième, elle permet aux patrons en Haïti d’engranger des bénéfices énormes par une exploitation féroce des ouvriers.

En 2019, pour la première fois en Haïti, le textile avait dépassé la barre de 1 milliard de dollars d’exportations. Ce « record », selon le mot des patrons, allait crescendo jusqu’à ce que les gangs viennent semer la pagaille. C’est la perte de cette manne qui inquiète les patrons.

Les patrons prétendent déplorer la perte massive d’emplois. Mais il est à remarquer que

ces derniers n’ont pas attendu la fin de la loi Hope pour ramasser leur fortune et plonger les ouvriers dans la misère en fermant les usines, licenciant à tour de bras. Mais, même lorsque, en 2019 par exemple, le textile comptait 50 à 60 000 ouvriers, les conditions de vie et de travail étaient toujours en contraste avec l’énorme richesse qu’engrangeaient les capitalistes. Pendant toute la durée de la loi Hope depuis 2006, le salaire minimum n’a guère dépassé les 4 dollars US journaliers qu’il valait en 1991. Aujourd’hui le salaire net des ouvriers est en dessous de cette valeur.

La loi Hope ne rapporte rien aux ouvriers, elle s’inscrit parfaitement dans le cadre d’une exploitation forcenée de ces derniers comme un nouveau code noir de l’esclavage moderne.■

DANS LES ENTREPRISES

Nous publions ci-après l’éditorial du bulletin d’entreprise PAWÒL TRAVAYÈ du 15 octobre 2025.

PAWÒL TRAVAYÈ

Ouvriye CODEVI yo montre nou wout la

Grèv, manifestasyon, sitin. Selon kèk chif laprès rapòte, 18 mil ouvriye nan pak CODEVI (konpayi devlopman Endistriyè) nan vil Wanament, depatman nòdès peyi a, frape pye yo atè. Travayè yo kenbe yon grèv pandan 4 jou kont otorite yo nan gouvènman an pou yo sispann zafè taks ak prelevman yap pran sou ti bouda monnen yap touche a. Taks ak prelevman sa yo reprezante prèske 20% nan 685 goud salè minimòm nan.

Nan èslogan yo, ouvriye denonse move kondisyon lavi yo ki pa sispann deteryore pandan patwon ak politisyen ap banbile nan richès, nan kòripsyon elatriye. Yo reklame, 2500 goud kòm salè minimòm, desann pri tout pwodui premye nesesite yo epi retire kolonn taks yap pran sou yo. Ak kolè sa a epi solidarite popilasyon pòv la bò kote travayè yo, gouvènman an kouri fè bak epi mande patwon yo sispann pran taks sou travayè yo. Men travayè yo rete mobilize pou kwape kèk patwon tèt fè ki pap vle ekzekite desizyon gouvènman an.

Travayè CODEVI yo gen rezon rantre nan batay la. Revòlt ak kolè sa ta dwe gaye toupatou nan kapital la, anndan pak sonapi, nan tout ti antrepriz yo, ponp gazolin, magazen yo ak nan tout res peyi a. Se sèl mwayen travayè yo ak peyizan yo ap ka rache yon amelyorasyon pou yo pa mouri grangou.

Depi plis pase 6 lane, asosiyasyon kriminel yo deklanche yon kokennchenn vyolans nan kò klas travayè a ak tout mas popilè yo. Vyolans sa a pèmèt chèf ti gwoup asasen sa yo vin rich. Yo tounen oligak. Menm vyolans sa a, pèmet patwon ak politisyen vin pi rich sou do mas eksplwatè yo.

Se ak batay nou sèlman nap ka soti nan sitirasyon fyèl pete sa a. Se chemen batay nou dwe pran pou nou degèpi tout klas dominnant yo ak asasen yo kap detwui lavi nou. Nou dwe pran kontwòl tout pouvwa a, tout mwayen pwodiksyon yo pou nou tabli yon lòt sosyete san klas kap nan sèvis tout moun.

Ann sèvi ak grèv, manifestasyon ak lòt fòm rezistans popilasyon an kòm antrenman pou mennen nou nan batay pou liberasyon total kapital tout mas eksplwatè yo nan tout kwenn nan peyi a.

OTR-UCI, mècredi 15 oktob 2025
An nou konte sou fòs nou !

DANS L’INTERNATIONAL

Cet article que nous publions ci-dessous, provient de l’édition 2986 du 24 octobre 2025 de Lutte Ouvrière, un hebdomadaire communiste révolutionnaire trotskiste, édité par nos camarades français.

ISRAËL-GAZA : UN CESSEZ-LE-FEU MEURTRIER

Alors que Netanyahu s’apprêtait à annoncer, le 18 octobre, sa candidature à un nouveau mandat à la tête du gouvernement israé- lien, il préparait de nouveaux bombardements sur Gaza.

Plus de 45 Palestiniens sont morts le lendemain sous les 153 tonnes de bombes larguées sur le territoire et cyniquement revendiquées par le Premier ministre, tandis que deux soldats israéliens étaient tués.

Le cessez-le-feu intervenu le 10 octobre, sous la pression du prétendu plan de paix de Trump, n’aura guère laissé le temps aux Gazaouis déplacés de revenir sur les ruines de leurs habitations. À la suite du retour en Israël des otages encore vivants, la question épineuse du rapatriement des dépouilles des otages morts est une épée de Damoclès menaçant les Palestiniens. Treize corps avaient en effet déjà été rendus aux familles israéliennes et, le 21 octobre, deux autres dépouilles ont été restituées. Malgré les difficultés évidentes à localiser des corps et à les extraire du champ de ruines qu’est devenu Gaza sous les bombardements et les bulldozers israéliens, respecter les termes de l’accord, et ne pas donner davantage de prétextes à une reprise de la guerre, semble avoir été une des préoccupations du Hamas.

Pourtant, la menace de reprendre la guerre reste une carte entre les mains du gouvernement Netanyahu. Des bombardements ont été opérés dans le sud et le centre du territoire, sous des prétextes

éculés de franchissement par des hommes du Hamas de lignes territoriales gardées par l’armée israélienne.

Il semble que l’administration Trump ait voulu s’assurer du déroulement de son plan en envoyant des poids lourds surveiller Netanyahu. Ainsi le 20 octobre, le gendre de Trump, Kushner, et son envoyé spécial, Witkoff, débarquaient sur le sol israélien et, le lendemain, c’était au tour du vice-président américain, J.D. Vance, d’atterrir à Tel-Aviv.

« Nous avons passé un accord avec le Hamas selon lequel ils vont bien se tenir et si ce n’est pas le cas, nous allons les éradiquer, si nécessaire », déclarait Trump le 20 octobre, affirmant une fois de plus que rien ne se réglerait dans la région sans l’aval de la première puissance impérialiste. La « phase 2 » de son plan devrait consister en la démilitarisation du Hamas, mais il est clair qu’une partie des Gazaouis voient dans celui-ci la seule force organisée susceptible de réguler un tant soit peu la vie collective dans les ruines, et notamment d’affronter les gangs qu’Israël a armés et qui pillent les maigres ressources qui parviennent à la population. Et, en effet, malgré la guerre menée par l’armée israélienne, les forces du Hamas n’ont pas disparu.

La démilitarisation évoquée est évidemment unilatérale. Qui parle de désarmer les forces armées israéliennes, suréquipées, ou au moins les colons d’extrême droite qui chaque jour attaquent les villages palestiniens en Cisjordanie, soutenus par la police et l’armée ? Le 19 octobre encore, des troupes israéliennes ont pénétré dans le camp de réfugiés d’Al-Aïn à l’ouest de Naplouse, et des détachements d’infanterie précédés de bulldozers menaient une opération dans la ville de Tubas, procédant à des arrestations et à des destructions de maisons et d’infrastructures.

Les dirigeants israéliens ont déjà montré, au Liban par exemple, que pour eux les cessez-le-feu consistent surtout à faire cesser le combat à leurs ennemis. Ils semblent bien partis pour mettre cette même conception en pratique après le cessez- le-feu conclu sous l’égide de Trump.■



POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D’UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D’UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L’ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.